



Protéger les travailleurs de la santé et assurer un accès sûr aux services de santé

Notre système public de soins de santé repose sur un accès sûr aux services de santé essentiels, et cela est d'autant plus vrai en période de pandémie. Alors que nous cherchons à en finir avec la COVID-19, nous devons nous assurer que chaque Canadien peut se faire vacciner et accéder aux services de santé essentiels en toute sécurité, tandis que nos héros de la santé doivent pouvoir faire leur travail de manière sûre, sans aucune obstruction, intimidation ou menace.

Les récents incidents qui se sont produits dans des hôpitaux et autres bâtiments abritant des services de santé ont renforcé les préoccupations des Canadiens quant à leur possibilité de recevoir les soins médicaux nécessaires en toute sécurité. En plus, ces incidents apportent un stress supplémentaire et inutile chez les professionnels des soins de santé dont l'épuisement est déjà réel puisqu'ils ne ménagent pas leurs efforts pour protéger la santé des Canadiens depuis le début de la pandémie.¹

Protéger un accès sûr aux services de soins de santé passe par protéger l'accès des femmes aux services de soins de santé et assurer le libre choix de ces dernières, sans obstruction, intimidation, ni peur.

Nous avons tous le droit de nous rassembler pacifiquement dans le cadre d'une manifestation, mais nous ne pouvons pas menacer l'accès à ces services de soins de santé essentiels.

C'est pourquoi un gouvernement libéral réélu :

→ agira sans tarder pour présenter un projet de loi visant à ériger en infraction le fait d'obstruer le passage de manière intentionnelle et délibérée à tout bâtiment abritant des services de santé, et notamment les hôpitaux, centres de vaccination, centres de dépistage, pharmacies et cliniques proposant des services d'avortement.

→ protégera les travailleurs de la santé en érigeant en infraction le fait d'intimider ou de menacer de manière intentionnelle et délibérée tout professionnel de la santé qui s'acquitte de ses fonctions ou tout citoyen canadien qui souhaite recevoir des soins médicaux.

Nous continuerons de faire le nécessaire pour protéger nos héros de la santé et la possibilité pour les Canadiens de continuer à avoir accès aux services de santé dont ils ont besoin, en toute sécurité, en apportant ces modifications au Code criminel.

Pour revenir à une vie normale, il est important d'augmenter le taux de vaccination et inspirer confiance aux Canadiens en leur garantissant qu'ils peuvent se rendre en toute sécurité dans des restaurants, magasins ou lieux situés en dehors de leur communauté. Ainsi, nous appuierons les entreprises et organismes qui craignent des poursuites judiciaires s'ils refusent un service ou un emploi à des Canadiens non vaccinés.

AVANÇONS ENSEMBLE 

Tel qu'annoncé dans notre plateforme, un gouvernement libéral réélu va :

- présenter des mesures législatives pour faire en sorte que chaque entreprise et organisme qui décide d'exiger un certificat de vaccination de la part de ses employés et clients puisse le faire sans craindre des poursuites judiciaires.
- Instaurer des règlements en vertu de la Loi canadienne sur la santé régissant l'accessibilité des services de santé sexuelle et reproductive afin que quiconque, peu importe leur lieu de résidence, puisse avoir accès à des services de santé sexuelle et reproductive publics.

Enfin, un gouvernement libéral réélu continuera à maintenir et à mettre en application la vaccination obligatoire pour tous les passagers des trains interprovinciaux, des vols commerciaux, des bateaux de croisière et des navires sous réglementation fédérale, ainsi que dans l'ensemble de la fonction publique. Nous continuerons à favoriser une reprise sécuritaire de notre économie et de nos communautés par des mesures vigoureuses visant à augmenter le taux de vaccination et à soutenir les entreprises et organismes qui font leur part en mettant en place des certificats de vaccination. Nous instaurerons un Fonds pour les certificats de vaccination contre la COVID-19 pour appuyer les provinces et les territoires qui exigent des certificats de vaccination dans leurs commerces non essentiels et dans leurs espaces publics et nous veillerons à ce que les Canadiens aient accès à des doses de rappel et à des vaccins de deuxième génération, au besoin, pour en finir pour de bon avec la COVID-19.

¹ <https://toronto.ctvnews.ca/ontario-hospital-association-says-anti-vaccine-protests-outside-hospitals-went-too-far-1.5572629>